

<b>Rencontre</b>	1er RDV sur l'eau
<b>Date</b>	23 mai 2012
<b>Endroit</b>	Manoir Saint-Castin, Lac-Beauport, Salle St-Castin A
<b>Administrateurs présents</b>	Hubert Chamberland, président Jean-Paul Raïche, Secrétaire-trésorier William G. Howland, administrateur José Luis Ortega, administrateur
<b>Personnes ressources</b>	Normand Cazelais, directeur général (ROBAN) Annie Bérubé, Chargée de projet (ROBAN) Antoine Verville, directeur général adjoint (ROBVQ) Marie-Claude Leclerc, directrice générale (ROBVQ) Caroline Gagné, chargée des communications (ROBVQ) Emmanuelle Bouchard-Bastien, chargé de projets Opération Bleu Vert (ROBVQ) Guillaume Bourget, chargé de projets PDE (ROBVQ)

## 1. Ouverture de la rencontre

Antoine Verville explique le déroulement de la journée

Mot d'ouverture de M. Steeve Verret, conseiller municipal et membre du comité exécutif de la Ville de Québec, membre du conseil de la CMQ et responsable des dossiers environnementaux

Mot de bienvenue de M. Hubert Chamberland, président du ROBAN

## 2. Bloc : La GIEBV dans le bassin des Grands Lacs et du St-Laurent

### a) L'importance de l'implication de la société civile sur les enjeux de l'eau du bassin des Grands Lacs et du St-Laurent, Marc Hudon, Commission Eau de Nature Québec

Il est souligné l'importance de travailler avec l'amont, puisque les acteurs et citoyens ne verront pas l'utilité de travailler sur les Grands-Lacs si la plupart des citoyens de Montréal ne savent pas d'où vient leur eau . Il est aussi dit que les choses ont évolué au Québec, qu'on réalise qu'on n'a pas tant d'eau si l'on exclut ce qui n'est pas utilisable en plus qu'il faille ajouter les Changements climatiques à la donne.

Monsieur Hudon ajoute que la Commission Eau de Nature Québec poursuit le travail amorcé avec l'amont pour démontrer notre souci de l'eau ici. Il souligne une différence entre les Anglo-saxons et nous au Québec, à savoir que ceux-ci semblent «naître» avec un plus grand souci de la ressource eau alors que nous tendons plus à laisser les choses aller en se disant «on s'en occupera quand ce sera le temps».

Il est mentionné que sur le territoire des Grands Lacs, les gens accordent beaucoup d'importance à ce que nous apportons. Les gouvernements ne peuvent pas faire le travail seul, la société civile doit faire percoler ce que fait le gouvernement au travers de la société. La langue demeure tout de même un grand défi. Le Québec est quand même bien représenté, par exemple sur le conseil des gouverneurs des Grands Lacs où le gouvernement du Québec siège et fait un travail remarquable, par exemple avec l'entente Saint-Laurent Grands-Lacs. Les organisations en amont travaillent beaucoup au succès de cette entente. Nous devons aussi faire ce travail au Québec.

Il est rapporté que la prochaine entente prendra compte du contexte des Changements climatiques et l'ouest. M. Hudon souligne qu'il aurait apprécié la présence de Régis Labaume et/ou Gérald Tremblay afin d'avoir nos grands représentants. M. Hudon ajoute qu'il faut se mobiliser davantage pour démontrer notre engagement face aux organisations de l'amont, surtout que ceux se mobilisent beaucoup. Au Québec, on ne semble pas mesurer l'importance du Lac Ontario et avec les Changements climatiques, peut-être que la société civile devrait se pencher davantage sur la question. En effet, ce n'est pas au gouvernement à venir dans nos maisons et nous dire de nous intéresser à l'eau. Les OBV sont très intéressants pour faire des liens avec les autres organisations et les enjeux transfrontaliers. Avec les changements climatiques, en période d'étiages sévères, le fleuve sera régularisé différemment, les OBV devraient donc poser des questions et participer à la réflexion. Les villes le long du St-Laurent devraient aussi se mobiliser et soutenir les initiatives dans l'amont. M. Hudon souligne que son message principal est de prioriser davantage la gestion des Grands Lacs.

Période de questions:

- Pour renchérir sur l'importance du rôle des OBV, il faut souligner que nous couvrons 50% du territoire de ce bassin.
- Les propos de M. Hudon sont très mobilisateurs et ça m'amène à vouloir proposer une réflexion au ROBAN, à savoir «comment en venir à la participation citoyenne, y a-t-il une façon d'emmener cette réflexion au ROBAN?»
- Si j'avais la réponse...Mais il faut tenir compte des aspects positifs de nos alliances (ex. : UPA).
- Il faudrait un coloc avec diverses couches de la société pour alimenter aussi importante qu'en amont, donc plus de réflexion sur les Grands Lacs.
- Pour ce qui en est de la mobilisation civile, les OBV devraient jouer un rôle plus important (il y a déjà beaucoup de plateformes). Comment les OBV pourraient commencer ?
- Les principales portes à ouvrir (c'est-à-dire où se faire connaître, se rencontrer) sont les suivantes : Conseil des gouverneurs des Grands Lacs

**b) Les enjeux transfrontaliers de la GIEBV : le cas du Richelieu et du lac Champlain, William G. Howland, Lake Champlain Basin Program**

M. Howland souligne d'entrée de jeu qu'il y a déjà plusieurs années que la GIEBV fut appliquée au Québec. Il ajoute que suite aux inondations du Richelieu et Irene les autorités locales ont écrit à Harper et Obama afin qu'ils considèrent davantage les inondations.

Voir la présentation de M. Howland.

Période de questions :

- Comment avez-vous trouvé du financement pour travailler du côté québécois pour le lac Champlain (nous avons le lac Memphrémagog) ?
- Aux USA le gouvernement fédéral est beaucoup plus impliqué monétairement alors qu'au Canada c'est une compétence provinciale. L'entente du lac Memphrémagog est encore jeune (début 2000).
- Au Québec, à l'exception de Prime-Vert, il n'y a rien et j'ajouterais que le comité du lac Memphrémagog est tout de même actif depuis 1993.
- Le travail sur Champlain peut vous servir de modèle, il y a plusieurs façons que nous pouvons travailler ensemble.
- Il y a des investissements même s'il n'y a pas d'enveloppe dédiée.
- Comment négociez-vous du côté américain avec les vagues politiques (ex.: C38 des Conservateurs).
- On n'essaie pas d'influencer les lois, car notre programme est payé par le fédéral
- Il faudrait voir à ajouter la problématique des enjeux transfrontaliers dans la mission des OBV. Dans notre cas, le lac Champlain fait partie d'une entente séparée. Monsieur Donzier a publié un livre sur les enjeux transfrontaliers.
- En effet, le projet a abouti au Forum de Marseille, il porte sur 360 fleuves et lacs transfrontaliers et 300 aquifères. Le manuel porte sur 60 études de cas dans le monde surtout en Europe en raison de l'Union Européenne. [www.riob.org](http://www.riob.org)
- Il y a des rencontres sur l'accord plusieurs fois par année entre les diverses juridictions et il y a volonté politique.

**c) Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve St-laurent - Mise en oeuvre, Marcel Gaucher, MDDEP.**

Voir la présentation de M. Gaucher.

Période de questions :

- Il n'y a pas encore eu de projets de dérivation, mais attention à la politique américaine pour les années à venir... La société civile est importante à impliquer pour le bon fonctionnement de l'entente.

- En effet, les négociations de l'entente ont duré 4 ans et la société civile fut grandement impliquée. Aux USA plusieurs fondations privées supportent les groupes environnementaux, ce qui serait bien au Québec.
- Le système Grands Lacs St-Laurent est complexe (gestion de robinets, écluses) La CMI veut réviser les critères de gestion de ce système en tentant de recréer les débits naturels et restaurer les écosystèmes (concilier écono/écolo). En Outaouais, il y a plusieurs barrages donc plusieurs considérations (inondations/étiages) font partie de plusieurs plans d'eau à grand impact sur le fleuve.
- Au Mexique c'est très différent du Québec. En effet au Québec nous gérons de l'abondance et là-bas on fait plutôt de la gestion de pénurie.
- Au Mexique, les OBV considèrent-ils les citoyens et les différents acteurs de l'eau ?
- Oui, afin de permettre une conciliation des usages.
- Aur les comités actuels il n'y a que des représentants des différents états, mais ne devrait-il pas y avoir un comité plus large avec une place à la société civile ?
- La région St-Laurent /Grands Lacs est immense. La société civile est très importante, mais.... Les ONG et intervenants peuvent participer aux audiences publiques et autres mécanismes en place.
- Il faudrait donc créer une sorte de comité aviseur afin que la société civile soit présente.
- J'appuie l'idée de M.Hudon et M. Raïche. En effet, le MDDEP soutenait avant la présence de M.Hudon, il faut maintenir des ressources (aides gouvernementales) pour ses activités à long terme comme soutenir les activités de concertation sur les enjeux transfrontaliers.
- On a des bases solides d'implication citoyenne au Québec (ROBVQ, Stratégie St-Laurent), on n'a pas à reconstruire ce qui existe déjà.
- Pourrait-on mettre en place une structure facilitant la présence des deux ministères (NB et Qc) ?
- Il y a une entente de coopération environnementale signée entre le NB et QC, mais le processus est complexe sur les dépenses de déplacements des fonctionnaires.
- Je suis surpris de constater votre abondance d'eau qui devient moins abondante. Au Mexique on utilise 18 fois moins d'eau par personne, alors il est préoccupé par le fait qu'ici on en consomme tant et qu'on s'inquiète d'en manquer.
- Au Mexique les agriculteurs ont des droits sur l'eau qu'ils peuvent échanger avec des promoteurs, etc. (privatisation de l'eau). Les agriculteurs au Mexique ne paient pas l'eau et du travail est fait afin de les convaincre d'en consommer moins.
- On a les ZIP pour le St-Laurent, avez-vous quelque chose pour les Océans ?
- Les comités de plage propre.

### **3) Bloc: Les modèles de GIEBV à travers le monde**

Voir les présentations de José Luis Torres Ortega (CONAGUA), Jean-François Donzier (RIOB), Don Pearson (Conservation Ontario).

### **Plénière : les modèles de GIEBV au Québec et dans le monde**

- Comment voyez-vous la participation sociale ?

- Ce sont davantage les acteurs qui viennent aux consultations, le défi est de rejoindre les citoyens et ce n'est pas facile.
- Les élus ont bénéficié du droit de vote, alors on leur donne une place de choix. Les campagnes de promotion coûtent cher, alors c'est difficile d'aller chercher les citoyens...Et qui payerait? On va dans les écoles pour sensibiliser les jeunes et les parents ensuite par les enfants .
- L'éducation des enfants est bien, mais les adultes, il faut que ça les concerne dans leur quotidien.
- Les redevances sont dans le fond vert, y a-t-il d'autres moyens ?
- Les gouvernements en Europe sont de moins en moins riches. L'État n'y arrive plus. Les agences de l'eau ont été créées en raison d'un problème de pollution afin de faire payer les industriels.
- Comment faites-vous participer un grand nombre de personnes ?
- Au Mexique 300 000 habitants seulement ont un «usage de l'eau», alors ils se regroupent. Il y a un changement majeur présentement, car des groupes de citoyens et des nouveaux acteurs s'en mêlent.